Galina M. Ivanova, Na poroge « gosudarstva
vseobščego blagosostojanija », Social'naja politika v
SSSR (seredina 1950-x – načalo 1970-x godov) /
Lukas Mücke, Die allgemeine
Altersrentenversorgung in der UdSSR, 1956-1972

Dorena Caroli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8099>
DOI : 10.4000/monderusse.8099
ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014
Pagination : 458-464
ISBN : 978-2-7132-2441-6
ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Dorena Caroli, « Galina M. Ivanova, Na poroge « gosudarstva vseobščego blagosostojanija », Social'naja politika v SSSR (seredina 1950-x – načalo 1970-x godov) / Lukas Mücke, Die allgemeine Altersrentenversorgung in der UdSSR, 1956-1972 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 55/3-4 | 2014, mis en ligne le 14 avril 2015, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8099>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Galina M. Ivanova, Na poroge
« gosudarstva vseobščego
blagosostojanija », Social'naja
politika v SSSR (seredina 1950-x –
načalo 1970-x godov) / Lukas
Mücke, Die allgemeine
Altersrentenversorgung in der
UdSSR, 1956-1972

Dorena Caroli

RÉFÉRENCE

Galina M. IVANOVA, Na poroge « gosudarstva vseobščego blagosostojanija », Social'naja politika v SSSR (seredina 1950-x – načalo 1970-x godov), [La politique sociale de l'URSS (du milieu des années 1950 au début des années 1970)], Moskva : Institut Rossijskoj istorii RAN, 2011, 283 p.

Lukas MÜCKE, Die allgemeine Altersrentenversorgung in der UdSSR, 1956-1972, Stuttgart : Franz Steiner Verlag (Quellen und Studien zur Geschichte des östlichen Europa, 81), 2013, 565 p.

- 1 Les ouvrages de Galina Ivanova et de Lukas Mücke, qui croisent des aspects complémentaires de l'histoire de l'État soviétique après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où les États européens cherchaient eux aussi à associer protection sociale, citoyenneté démocratique et droits sociaux, comblent une importante lacune de

l'historiographie sur l'histoire du *Welfare State* soviétique : le premier présente une étude théorique de la politique sociale menée depuis le milieu des années cinquante jusqu'au début des années soixante-dix, tandis que le second nous donne une analyse très approfondie des réformes de retraites en 1956 et 1964.

- 2 L'absence de concept de « politique sociale » dans le vocabulaire soviétique récent a été le point de départ du livre de Galina Ivanova, un des rares ouvrages parus ces dernières années sur l'histoire de la politique sociale de l'après-guerre. Il est vrai que si ce concept avait existé dans le discours politique des bolcheviks après la révolution, la politique stalinienne l'effaça en faveur d'une protection sociale destinée exclusivement à favoriser la productivité des individus actifs¹. L'ouvrage est subdivisé en quatre chapitres assez bien équilibrés qui décrivent différents aspects de la politique sociale du point de vue théorique, législatif et institutionnel. Dans l'introduction sur la politique sociale en tant que sujet de recherche historique, Ivanova affirme que « la nostalgie sociale postsoviétique, présente dans la conscience de masse russe, a des bases complètement réelles » (p. 4), dans le sens que, très probablement, ces années ont laissé à la Russie les mêmes souvenirs positifs que les « Trente Glorieuses » aux pays occidentaux.
- 3 En partant de la définition de *Welfare State* des pays occidentaux, elle montre qu'à différents points de vue l'Union soviétique ne ressemblait pas à « un État de bien-être général », bien que sa politique en ce domaine, du milieu des années cinquante jusqu'au milieu des années quatre-vingt, ait pu avoir des points communs avec celle des pays occidentaux.
- 4 Elle analyse aussi les spécificités des modèles de *Welfare State* soviétiques et occidentaux, montrant comment Hruščev tout d'abord, puis Brežnev – qui avaient pour but la déstalinisation des institutions –, déstalinisèrent la politique sociale, en déployant des politiques en faveur de l'universalisme et de l'égalitarisme visant « le rétablissement de la justice sociale et la minimisation des inégalités sociales ». L'auteur offre une série de considérations sur les sources utilisées, officielles et tirées d'archives (différents fonds du RGANI, GARF, RGAE, RGASPI) et non officielles comme les débats politiques qui, eux, ne trouvaient pas d'échos dans les sources officielles.
- 5 Le premier chapitre traite de la politique sociale en tant que base de la légitimité soviétique, notamment des conséquences politiques de la guerre et de la modernisation stalinienne qui a conduit la population à une véritable « lutte pour la survie » ; il traite des choix concernant la stratégie sociale des années cinquante, qui devaient surtout remédier à la pauvreté de masse causée notamment par le chômage, et des discussions politiques ainsi que de la position de Molotov et de Hruščev. En se focalisant sur « le cours social » de Malenkov en faveur du développement de l'industrie légère, Ivanova montre dans quelle mesure sa position était trop avancée par rapport à la déstalinisation de la politique sociale en cours, elle expose les projets de réforme des retraites, le programme de Hruščev qui puisait en partie dans les propos de Malenkov, et les aspects financiers de la politique sociale adoptée par le XX^e Congrès, qui visait aussi à l'amélioration de la protection du travail et des salaires, ainsi que la première loi sur les retraites.
- 6 Le deuxième chapitre est consacré au *Welfare State* soviétique dans le contexte du développement économique du plan à l'origine d'une « économie dans l'ombre ». Il porte sur le mécanisme de l'économie socialiste et les caractéristiques économiques du développement social et économique du pays des années soixante qualifié de

« paternaliste ». Il se penche aussi sur les problèmes de la modernisation soviétique et les risques sociaux typiques d'une société qui, avec une population majoritairement agraire à la fin des années cinquante et au début des années soixante, se transformait en société urbaine et industrielle, débouchant ainsi sur la nouvelle réforme économique brejnevienne des années soixante.

- 7 Le troisième chapitre traite du véritable pivot du *Welfare State* soviétique, les fonds de consommation sociale (*fondy obščestvennogo potreblenija*), qui à partir du XX^e Congrès du parti communiste (1958) ont été introduits pour égaliser le niveau de vie entre campagne et ville, entre travail manuel et intellectuel (p.187), dans un but d'universalisme et d'égalitarisme. Un changement important se fit par la mise en place des fonds de consommation sociale, après l'introduction d'une série de mesures destinées à moderniser le système de protection sociale, suivie entre autres par la réforme de retraites, l'augmentation de salaires des employés et ouvriers, la diminution des impôts pour les catégories à bas revenus – une amélioration de la tutelle du travail. Dans ce chapitre sont décrits la fonction et le contenu économique des fonds de consommation sociale, les sources de financement provenant des « produits adjoints et indispensables » (*pribavočnyj et neobhodimyj*), les différents emplois de ces fonds, leurs sources de financement (de 1966 à 1975), dimension, structure et dynamique, sans négliger le rôle des syndicats (qui d'ailleurs contribuaient dans une moindre mesure à leur financement) dans la gestion de ces fonds.
- 8 Ces fonds ont contribué d'une façon fondamentale à la réalisation du *Welfare State* à la soviétique, ils constituaient une forme importante de « subdivision » d'une partie du revenu national, permettant l'accès à un ensemble de services sociomédicaux, éducatifs et autres. La participation de l'État dans le financement de ces fonds diminue de 45,7 % en 1966 à 37,4 % en 1975 (p. 194), ce qui révèle dans quelle mesure les associations de volontaires avaient trouvé un important espace d'intervention dans les années quatre-vingt².
- 9 Une conclusion portant sur les caractéristiques du modèle de la politique sociale soviétique couronne cet ouvrage intéressant et riche, ouvrant de nouvelles perspectives sur le fonctionnement de l'État soviétique dans l'après-guerre.
- 10 Il s'agit d'un livre qui retrace l'évolution de la législation sociale, avec ses aspects idéologiques et ses débats politiques, bien qu'on puisse reprocher à l'auteur d'avoir négligé le fait que ce système de fonds de consommation sociale, permettant d'intégrer le revenu, constituait une sorte d'assistance sociale que le stalinisme avait effacée en faveur d'une protection sociale ancrée sur le travail productif. Sans ces fonds, censés combler les lacunes du *Welfare State* soviétique, l'époque soviétique aurait probablement été bien plus courte. Si l'auteur poursuivait son étude en incluant la période allant jusqu'à la chute du communisme – ce qui permettrait de voir dans quelle mesure la crise de ce système d'assistance a pu saper les bases de l'État communiste³ –, cette hypothèse pourrait être confirmée.
- 11 L'ouvrage monumental de Lukas Mücke sur la réforme des retraites en Union soviétique de 1956 à 1972 fera date : en effet il s'agit du travail le plus important en langue occidentale sur la réforme des retraites de 1956 et 1964. Ces réformes sont très importantes, car, sous Stalin, depuis 1928, ce type de prestations n'était réservé qu'aux ouvriers et aux employés, le système stalinien étant fondé sur une profonde différenciation de la protection sociale des individus. Issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2012 (Ruhr Universität de Bochum), cet ouvrage reconstitue l'histoire de la

législation qui a mené à l'introduction de retraites pour les personnes âgées à partir d'un corpus très riche de documents inédits des archives de l'ex-Union soviétique, auparavant inaccessibles, et qui sont mis en relation avec la presse officielle.

- 12 Avec la loi du 14 juillet 1956, le Conseil supérieur de l'Union soviétique aborda la question des retraites sur une base nouvelle ; il poursuivit son travail en promulguant la loi du 15 juillet 1964 sur les retraites et les aides accordées aux membres des kolkhozes, une loi destinée à améliorer les conditions de vie de la population soviétique épuisée par les années de guerre. L'effet de ces réformes se fit sentir : au cours des années soixante, un dixième de la population soviétique percevait une pension de vieillesse.
- 13 Après avoir rappelé dans l'introduction l'évolution de la législation sociale du travail et les sources utilisées, l'auteur décrit la naissance et le développement du système des retraites en huit chapitres, très différents les uns des autres par leur structure, ce qui est typique de la tradition académique allemande de haut niveau s'adressant surtout à un public de spécialistes.
- 14 Un choix méthodologique très intéressant se trouve dans l'analyse de l'évolution de la législation mise en relation d'un côté avec l'aspect démographie et, de l'autre, avec l'impact sur la vie de la population âgée, décrite avec une grande richesse documentaire.
- 15 Le premier chapitre vise à reconstituer le contexte dans lequel cette réforme se situe et traite du développement démographique de l'Union soviétique, car cette loi de 1956 répondait au problème du vieillissement de la population auquel contribuaient les migrations à l'intérieur du pays, conséquences de la mobilité des citoyens soviétiques et du processus d'industrialisation. L'auteur présente des tableaux très détaillés de statistiques concernant la population, sa composition, en prêtant attention aux tranches d'âge et aux différences de genre, ainsi qu'aux différentes proportions dans les républiques de l'ensemble du pays.
- 16 Le deuxième chapitre constitue un tiers de l'ouvrage (p. 52-253). Divisé en deux parties avec une série de sous-chapitres très articulés, il est particulièrement dense. Il se penche sur les deux systèmes généraux des pensions de retraite du point de vue législatif jusqu'au début des années soixante-dix. La période choisie permet en effet de saisir les continuités avec le passé stalinien et d'analyser les amendements de la loi sur les retraites d'État et leur développement dans le contexte poststalinien, quoique l'auteur remonte aux dernières années de la période tsariste pour analyser le développement du système des retraites dans l'Empire russe s'inspirant de Bismarck et poursuivi par les bolcheviks après la révolution d'Octobre. La première réforme de 1954 s'inscrivait dans une vaste campagne de mesures prônant l'amélioration de la productivité, la lutte contre le chômage et le *turn-over* de la main-d'œuvre. Sont aussi décrites de façon très détaillée les démarches pour la création et le financement de ce système, la genèse de la loi de 1955 concernant les retraites d'État et de la loi concernant les kolkhozes et les conditions d'attribution des pensions selon des critères assez précis, tenant compte avant tout de la durée de travail et évidemment de l'âge, sans négliger des formalités à remplir, qui dans ce cas aussi étaient assez « bureaucratiques », pour terminer par la procédure de réclamation en cas d'irrégularités. L'analyse de la loi sur les retraites des kolkhoziens de 1964 offre une description très neuve de cet aspect presque complètement négligé par l'historiographie soviétique. Commencée avec la loi sur les retraites d'État,

l'amélioration de la condition des paysans kolkhoziens (11 753 900 en 1956), qui d'ailleurs avaient reçu un traitement différencié par rapport aux ouvriers dans la période de l'entre-deux-guerres, fait l'objet d'une codification inédite, le régime étant conscient de devoir effacer les différences de classe.

- 17 Les troisième et quatrième chapitres sont consacrés à l'entité des pensions de retraite, à leur qualité et aux limites du système général des retraites.
- 18 Le troisième offre une analyse de la quantité des retraités d'État (avec les statistiques de leurs sous-catégories) en tenant compte des différences de genre. Ce chapitre se conclut sur une sorte de comparaison entre les retraites d'État et celles des kolkhozes du point de vue de leur entité, en montrant comment la différenciation du traitement inhérent à la protection sociale du stalinisme a persisté dans cette période.
- 19 Centré sur les catégories sociales sans droit à la retraite, le quatrième chapitre rend compte d'une partie de la population exclue de ce système et pour laquelle des formes d'aide sociale étaient mises en place. Nombre de lacunes caractérisent les données portant sur ces prestations et, parfois, on ne peut formuler qu'une estimation du nombre d'individus ne percevant aucune pension mensuelle.
- 20 Dans le cinquième chapitre, qui aborde la question des retraites d'un point de vue assez original, Mücke se réfère à la conception de politique sociale de Stefan Huf, selon laquelle « la politique sociale est fonctionnelle en tant que principe à la modernisation sociale » et qui s'adapterait aussi à la Russie. En outre, les conséquences de la politique des retraites sur la structure sociale du pays sont analysées du point de vue de la conception de ravitaillement de classe de M. Rainer Lepsius qui concernait aussi le système d'assurance sociale, qui explique aussi le manque d'unité dans ce système de retraites. Ceci dit, en s'appuyant sur l'étude de Mark Edele sur les vétérans de guerre, qui a formulé le concept d'association de revendication, ce chapitre traite aussi de la naissance des caisses d'assurance, associations particulières, définit la notion même de revendication et, enfin, les conséquences sociales de la politique des retraites.
- 21 Le sixième chapitre traite de l'obligation de mutualité réciproque entre le régime et la population, du contrat social, des dimensions de la réciprocité dans le contexte de la pension de retraite et de la dimension de « paternalisme » de la sécurité sociale. Puisque le concept de contrat social est à exclure, l'auteur présente une théorie de la réciprocité à l'égard de l'État, qui constitue probablement le point le moins convaincant de cet ouvrage remarquable, car il vaut mieux parler de « pacte entre générations », à la base de tous les *Welfare State* européens, pacte qui dans le *Welfare State* à la soviétique était entravé par une politique sociale que la déstalinisation n'avait pas complètement effacée.
- 22 Le septième chapitre aborde la question des conseils de retraite, de leur développement et fonctionnement avec « leurs sections pour les logements et les conditions de vie des habitations » ayant pour but l'amélioration des conditions de vie précaires des retraités. Il s'agissait d'organisations œuvrant dans l'intérêt des retraités soviétiques qui ont gagné un caractère indépendant au niveau local dans les années cinquante mais qui ont suscité une campagne de critiques dans les années soixante.
- 23 Dans le huitième chapitre, Mücke présente un bilan de la recherche développée en tirant des conclusions sur les résultats et les plaçant dans un contexte international. L'auteur se demande si l'on peut appliquer le concept de *Wohlfahrtsstaat* au système de retraites de 1956 à 1972 ou bien celui de *Welfare state*. Ce dilemme est résolu en faveur

du concept de *Wohlfahrstaatlichkeit* de l'Union soviétique, qui a été défini par Richard Titmuss en tant que « manifestation particulière des sociétés démocratiques de l'Ouest » (p. 491), bien que Mücke arrive à saisir les limites de l'État soviétique du point de vue de la garantie d'un standard de vie et du manque d'exercice de sa responsabilité vis-à-vis des conditions de vie de la population, à l'exception faite de l'intervention vis-à-vis des individus plus démunis sans aucun revenu mensuel en faveur desquels l'État intervient pour prévenir leur marginalisation.

- 24 Cet ouvrage monumental offre un bon tableau de la réforme des retraites qui a contribué à une amélioration sensible des conditions de vie, mais qui venait d'un système de traitement social différenciant le travail industriel et le travail agricole et du financement presque complètement décentralisé de la période stalinienne. Les réformes confirmèrent cette différenciation sociale mais s'évertuèrent à protéger les individus les plus fragiles en distribuant des allocations minimales. On voit dans les deux ouvrages comment se sont mises en place des mesures d'assistance sociale vis-à-vis d'une population particulière, très peu formée et sans qualification professionnelle. Après la chute du régime et le démantèlement de ce système d'assistance, les retraités ont constitué la catégorie la plus démunie, dépourvue d'un minimum vital, pour au moins une décennie. Il s'agit donc d'un ouvrage très important dressant un tableau assez clair des réformes législatives, sans négliger la réaction des générations ayant vécu au nom du communisme et qui l'ont défendu courageusement pendant la Seconde Guerre mondiale. Si la politique sociale de l'État gagne des espaces occupés auparavant par la répression, cela signifie qu'un changement existe en faveur des êtres humains, même s'il est limité ou assez faible.

NOTES

1. Sur les réformes récentes voir G.P. Degtjarev, *Pensionnye reformy v Rossii* [Les réformes de la retraite en Russie], M. : Akademia, 2003.
2. Voir Dorena Caroli, « Le modèle soviétique de protection sociale et sa circulation dans les pays de l'Est (1917-1989) », in A. Brodiez, B. Dumons, eds., *Histoire des systèmes de protection sociale dans l'Europe du xx^e siècle : Nouveaux chantiers, nouveaux objets*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes (PUR), 2013, p. 33-56.
3. Voir Dorena Caroli, *La protection sociale en Union Soviétique (1917-1939)*, P. : L'Harmattan, 2010.

AUTEURS

DORENA CAROLI

Université de Macerata